

LA MAIN DROITE DE DIEU : enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite

Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez
Le Seuil, Sept. 1994
Extraits : pages 18 à 31

Chapitre I : LA POLITIQUE DU FRONT FORT Sous chapitre 1: L'OMBRE DE L'ÉLYSÉE

Au début du premier septennat, un " *ami commun* " de Jean-Marie Le Pen et de François de Grossouvre met en contact le leader d'extrême droite et le conseiller du président de la République. C'est François de Grossouvre qui est demandeur. " *Bien sûr, j'ai accepté, c'était un vrai patriote, explique aujourd'hui Le Pen. On a parlé de la France, de problèmes de politique étrangère, du Maroc, du Liban. Je l'ai rencontré deux fois dans la décennie. Quelque temps avant sa mort, notre ami commun m'avait dit qu'il souhaitait me revoir, et puis ça ne s'est pas fait, il y avait la campagne pour les européennes, on se dit qu'on aurait le temps de le voir après. Aujourd'hui, je le regrette*¹. " Mais François de Grossouvre n'est pas le seul dans l'entourage élyséen à connaître le chef de l'extrême droite française.

" *L'unité nationale, ce n'est pas l'uniformité, c'est le pluralisme des opinions, le choc des idées.* " Ce 8 mai 1982, Jean-Marie Le Pen écoute le discours que François Mitterrand prononce à Orléans. Il décide de saisir la balle au bond. Le Front national n'en finit pas de végéter: 0,2 % des voix aux élections législatives de juin 1981 et pas mieux aux cantonales de mars 1982. Conséquence: aucune chaîne de télévision n'a pris la peine de se déplacer pour le congrès du FN qui vient de s'achever en cette fête de Jeanne d'Arc. Jean Marie Le Pen n'apprécie pas cette absence. Et il le fait savoir en écrivant à l'Élysée. L'appel présidentiel au respect du pluralisme vient à point nommé.

" *Monsieur le président, notre mouvement vient de tenir à Paris son VIe congrès. Si vous ne disposiez, comme moyen d'information, que de la télévision d'État, vous n'en auriez rien su [...]. En effet, cette situation faite aux formations politiques non représentées à l'Assemblée nationale, déjà très injuste avant vous, s'est encore aggravée [...].* " En quelques mots, dans sa lettre du 26 mai 1982, le dirigeant d'extrême droite enjoint à François Mitterrand d'intervenir en sa faveur auprès des directions de chaîne. Encore lui faut il trouver la solution pour que son message soit lu par son destinataire. Jean-Marie Le Pen a une idée en tête: contacter Guy Penne.

Pour le leader du Front national, le conseiller du président de la République chargé des Affaires africaines est une vieille connaissance: tous deux se sont fréquentés dans les années 1953-1954 au sein de la grande UNEFⁱⁱ. Jean-Marie Le Pen dirigeait à l'époque la Corpo de droit, sous-ensemble du syndicat UNEF, présidé par Guy Penne. Depuis, ils ne se sont revus qu'une fois, à l'occasion d'un dîner chez le président des étudiants de Dentaïre, René Égas.

Coup de fil

" *Guy, est-ce que je peux te voir?*

- *C'est urgent?*

- *Écoute, j'aimerais bien parler de l'Afrique avec toi, parce que je n'y connais rien... Et puis, surtout, j'ai une lettre à faire passer au président, je voudrais te la remettre...*

- *Passe me voir samedi!* "

Rendez-vous est pris. Le samedi 29 mai 1982 au matin, Jean-Marie Le Pen arrive donc à l'Élysée avec son bras droit Michel Collinot, qui attendra dans la voiture le retour du chef. Au premier étage, le président du Front national tombe sur trois ministres africains qui font antichambre.

Guy Penne surgit

" *Ah, t'es là, Jean-Marie? Entre!*

- *Je crois que ces messieurs étaient avant moi...*

- *Vas-y, entre... (Puis, une fois la porte fermée:) De toute façon, ils viennent chercher du fric, c'est toujours pareil*^{p.iii}

" *Dans mon bureau, se souvient Guy Penne, il commence par me dire que son ennemi mortel, c'est Giscard. On en discute un peu, puis il me remet la lettre non cachetée à l'attention du président en me disant: "Écoute, tiens, c'est pour le président.*

Je te la donne parce que j'ai confiance. J'ai peur qu'en passant par la secrétaire il ne l'ait jamais!" *Je lui promets que le président la lira. Et puis on parle de l'Afrique...*”

C'est alors que l'amiral Lacoste, futur patron de la DGSE, pousse la porte du conseiller aux Affaires africaines. Guy Penne l'apostrophe en désignant Le Pen:

“ *Tu vois, celui-là, il faut le mettre au trou!*

- *Ah non, lui, jamais!*”, répond l'amiral du tac au tac.

Avant de prendre congé, Jean-Marie Le Pen lance une invitation à son interlocuteur: “ *Viens dîner à la maison, à Saint-Cloud, un de ces soirs.* ” Invitation à laquelle Guy Penne ne répondra finalement pas.

A cette date, François Mitterrand a d'autres soucis en tête. Avec son Premier ministre, Pierre Mauroy, il s'appête à engager la France dans quatre mois de blocage des prix et des salaires. Le débat gouvernemental est tranché. La rigueur commence. Ce premier tournant du septennat annonce une période de vaches maigres pour le PS. Déjà, aux cantonales, la gauche est repassée sous la barre des 50 %, tandis que la droite semblait doucement sortir de son coma du printemps 1981. Les municipales s'annoncent mal pour l'équipe au pouvoir.

Sur les conseils de Michel Charasse, François Mitterrand signe, le 22 juin, une réponse écrite à Jean-Marie Le Pen: “ *Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par Radio-Télévision. [...] Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe [...]. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores déjà, je demande à Monsieur le Ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés Radio-Télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi.* ” Au cours d'un point de presse organisé peu après Michel Collinot salue, au nom du Front national, la “ courtoisie du chef de l'État ” qui a bien voulu répondre à la missive de Jean-Marie Le Pen. Contrairement, précise-t-il, aux lettres restées sans réponse sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. La presse écrite se fera l'écho discret de cet échange épistolaire. La courtoisie présidentielle se double d'une grande efficacité. Dès le lendemain, mardi 29 juin l'invité du journal du soir de TF1 en direct sur le plateau est... Jean Marie Le Pen!

Entre la lettre de François Mitterrand et cette interview télévisée, une semaine seulement s'est écoulée. L'Élysée n'a pas perdu de temps. Coup de téléphone à Georges Fillioud. Le ministre de la Communication est chargé de faire passer le message aux présidents de TF1, A2 et FR3, qu'il va bien réunir, comme il le fait régulièrement. L'intervention du chef de l'État est justifiée par un laconique : “ *Il convient dans souci d'équité de ne pas oublier le Front national.* ” Chacun enregistre la consigne tout en expliquant l'absence d'invitation faite, jusqu'à ce jour, au leader du Front national par la faible représentativité du parti^v.

La première chaîne, alors publique, se montre la plus zélée. Son PDG, Jacques Boutet, répercute l'injonction au directeur de la rédaction, Jean-Pierre Guérin. Annik Beauchamps et Alain Chaillou, présentateurs du journal de 23 heures, sont aussitôt convoqués. “ *Boutet s'est encore aplati, leur dit Guérin résigné, on n'a pas le choix. Il faut interviewer Le Pen.* ”. D'abord interloqués, les deux journalistes répliquent : “ *D'accord, mais je te préviens, on va se le payer!* ”^v. Annik Beauchamps se souvient de s'être fait imposer la présence du président du Front national: “ *C'était en fin d'après-midi, Alain Chaillou et moi-même, nous avons reçu l'ordre d'inviter, pour le journal de 23 heures, Jean-Marie Le Pen, et c'était un ordre suffisamment précis pour qu'on soit obligés d'y obéir.*”^{vi}

Avec le recul, Annik Beauchamps et Alain Chaillou expliquent pourquoi ils ont cédé: “ *Il faut reconnaître qu'à l'époque Le Pen ne faisait peur à personne, il était complètement marginal. Et puis on n'allait pas démissionner pour cela.* ” Seul à ne pas se souvenir des pressions politiques qui ont entouré cet épisode, Jacques Boutet. Un trou de mémoire que ses fonctions actuelles de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel peuvent en partie expliquer.

Dans les couloirs de la Une, c'est la stupeur. Daniel GrandClément, rédacteur en chef de la chaîne, vient en effet de découvrir par l'AFP le contenu de la lettre de François Mitterrand. Il tend la dépêche au chef du service politique, Roger-Xavier Lanteri, et éclate

“ *On ne va tout de même pas donner la parole à ces cons-là!*

- *Mais non, temporise Lanteri, on est journalistes et on ne les invitera que si c'est justifié.* ”

Tous deux ne savent pas encore que Jean-Marie Le Pen est déjà prévu sur le plateau du dernier journal.

Coïncidence, le direct avec le dirigeant d'extrême droite a lieu le soir d'un mini-remaniement ministériel. Pierre Dreyfus et Nicole Questiaux quittent l'équipe Mauroy. Pierre Bérégovoy, alors secrétaire général de l'Élysée, fait son entrée. Jean-Pierre Chevènement coiffe désormais un vaste ministère de la Recherche et de l'Industrie. Placé de fait en opposant privilégié, Jean-Marie Le Pen commente ce changement à chaud devant les caméras : “*François Mitterrand est un grand*

manœuvrier. Avec ce remaniement, il vire large. Cela démontre que le président veut prendre la barre en main dans la tempête qui s'annonce."

Retour à l'actualité. Le journal roule sur quelques sujets l'étranger, le Liban, puis réapparaît le chef d'extrême droite, introduit par cette question sans détour :

" Le président est un homme que vous connaissez bien, monsieur Le Pen, puisque vous lui écrivez. Alors, il paraît que vous êtes mécontent de la télévision, qui est pourtant indépendante ?

- Il n'y a pas de télévision libre en France. Mais plutôt qu'à 23 heures je voudrais parler aux Français soit à midi, soit à 20 heures. Bref, pas quand ils dorment. En tout cas, je vois que cette lettre porte ses fruits. François Mitterrand réussit à se faire obéir. J'espère seulement que je serai réinvité en septembre pour notre grande fête des Bleu-Blanc-Rouge.

- La prochaine fois, monsieur Le Pen, passez-nous un petit coup de fil, ça ira plus vite, lui conseille Alain Chaillou avec ironie.

- Mais c'est ce que je fais et ça ne marche jamais [...].^{vii} "

Opération réussie pour Le Pen. En quelques minutes d'interview, il a su évoquer sa " rareté " dans les médias et les démarches nécessaires pour s'y faire inviter. Avec sa faconde et son style rentre-dedans, le président du Front national a surpris. Mieux, il est devenu pour de nombreux journalistes un " bon client ". Roger-Xavier Lanteri, présent sur le plateau, ne s'en cache pas : " *Il a vraiment été très bon, c'était du spectacle.* " Un nouveau réflexe apparaît. Sous l'impulsion du pouvoir politique, Jean-Marie Le Pen fait son entrée dans la sphère médiatique. Par la petite porte certes, mais le pas est désormais franchi. Bel exploit pour un homme qui règne sur 1500 militants tout au plus, dont 2 permanents, Michel Collinot et sa femme.

A la radio comme à la télévision, les apparitions du Front national se multiplient. Journal de 13 heures sur TF1 le 7 septembre, journaux de 20 heures sur TF1 et A2 le 19 septembre à l'occasion de la fête des BBR^{viii}, de nouveau sur la Une le 30 octobre et, enfin, le lendemain, la Deux livre un extrait brut d'un discours de Jean-Marie Le Pen sur la " *lutte antimarxiste* ".

Autre rendez-vous aussi couru qu'inespéré : le célèbre " Tribunal des flagrants délires ", animé par Claude Villers sur France-Inter. " *C'est la première fois que le service public m'offre la possibilité de m'exprimer pendant plus d'une heure* ", reconnaît d'ailleurs à l'antenne le dirigeant du Front national. Émission mémorable entre toutes. Violent réquisitoire du procureur Desproges, plaidoirie caustique de l'avocat " le plus bas d'Inter ", Luis Régo : l'invité est malmené, on rit de lui, on rit avec lui. Mais, c'est là l'important, Le Pen n'effraie pas.

La série continue au moment des élections municipales de mars 1983. Par deux fois en six semaines, Yves Mourousi convie Jean-Marie Le Pen dans son journal de la mi-journée. " *Il y a incontestablement un mouvement boule de neige dans une telle succession d'interviews*, constate le politologue Roland Cayrol. *En résulte un effet structurant dans l'opinion en termes d'image et d'impact électoral^{ix}.* "

Mécontentement social, crispation politique à droite et premières désillusions à gauche feront le reste. Verdict des urnes pour le Front national: 11,3 % des voix en faveur de la liste Le Pen dans le XXe arrondissement de Paris, 9,6 % à Roubaix et 5,9 % à Marseille.

A l'autre bout de l'échiquier politique, la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine et Lutte ouvrière d'Arlette Laguiller n'auront pas la divine surprise d'être propulsés sous les projecteurs au nom du " pluralisme des opinions ". Au fil des ans et de la montée en puissance du Front national, François Mitterrand a vu enfler une vague de suspicion sur sa responsabilité. A ceux qui l'accusent d'avoir mis le feu aux poudres lepénistes, le président répond avec la dernière énergie: " *Vous me faites un procès politique^x!* " A l'occasion, il contre-attaque: " *Ma vie et mes actes démentent ce soupçon. La calomnie dévoile un terrible désarroi chez ceux qui s'y adonnent. Quand ils en arrivent là, c'est qu'ils sont perdus, qu'ils le savent et qu'ils perdent la tête. Les mots pour eux n'ont plus de sens. Il ne leur reste plus que l'injure. Plus tard, dès qu'on aura le temps, on prendra pitié d'eux^{xi}.* "

Pourtant, l'hôte de l'Élysée ne réfute ni ses promesses écrites à Jean-Marie Le Pen ni les démarches qui les ont suivies : " *J'ai bien dit aux postes de télévision de le faire venir^{xii}*", reconnaît le président de la République. Et d'argumenter comme en 1982 sur son devoir " *de rassembler tous les Français et de veiller au pluralisme* ".

Longtemps ignorée, puis objet d'une tentative d'exploitation politique de la part du RPR en 1984, à l'occasion des élections européennes, la lettre de juin 1982 refait surface huit ans plus tard, sur l'initiative de l'organisation d'extrême gauche

Reflex^{xiii}. 10 000 tracts sont lâchés dans les rues de Paris le 14 mai 1990, lors de la manifestation nationale de l'après-Carpentras^{xiv}, à laquelle se joint... François Mitterrand!

Quelques semaines plus tard, Philippe Alexandre s'attire les foudres de l'Élysée en évoquant la missive dans sa chronique matinale^{xv}. Contestant d'abord l'existence même du document, l'Élysée exige un rectificatif sur l'antenne, puis se ravise devant l'évidence. Échange nourri de coups de fil avec le "château", et l'incident est clos.

Lorsqu'on lui demande aujourd'hui s'il a le sentiment de devoir au président de la République ses premières grandes apparitions télévisées d'avant son décollage électoral, Jean-Marie Le Pen répond sans hésiter: "*Oui, on peut le dire.*"

Au-delà des polémiques, le résultat est là. Défiant toute logique, l'ascension médiatique de Jean-Marie Le Pen a précédé son expansion électorale. La reconnaissance avant la légitimité. Une reconnaissance qui, à la lumière de faits précis, datés, prend racine dans une stratégie politique, celle du président. Celle que Pierre Bérégovoy, encore secrétaire général de l'Élysée en juin 1982, avouera plus tard à Franz-Olivier Giesbert: "*On a tout intérêt à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattables. C'est la chance historique des socialistes*"^{xvi}. Une confiance que les proches du président reprennent. Maurice Faure, l'ancien ministre de la IVe et de la Ve République, figure du Sud-Ouest radical, complice du président, confie: "*Mitterrand est un fameux connaisseur des rouages de la politique, hein! Les autres ont bien fait ça avec les communistes. Alors, pour le Front national, c'est de bonne guerre*"^{xvii}... Paul Quilès, ancien ministre, directeur de la campagne de 1981, doit toute sa carrière à François Mitterrand. Homme à tout faire qui a gravi les échelons de la confiance en un éclair, il entonne lui aussi ce refrain: "*Mes réflexions avec lui ont été nombreuses sur le sujet. Elles étaient plus stratégiques que politiques. Mitterrand est assez tacticien pour savoir qu'il faut diviser l'adversaire*"^{xviii}.

Bastien Leccia est un mitterrandiste fidèle. Il a suivi son ami depuis 1946 dans chacune de ses formations politiques (UDSR, Convention des institutions républicaines, FGDS, PS). Chaque 10 mai, il est convié à l'Élysée pour célébrer avec les "anciens" la victoire de 1981. Lui aussi justifie cette pratique: "*Sans Le Pen, la gauche ne serait pas restée au pouvoir pendant dix ans. Mitterrand est un fin tacticien, c'est un champion. C'est une règle, vous savez, diviser l'adversaire. Si vous êtes de gauche, vous ne pouvez qu'être d'accord*"^{xix}. Jean-Marie Le Pen lui-même, s'il ne veut pas accrédi-ter l'idée qu'il doit son ascension à quiconque, reconnaît que François Mitterrand a joué la carte FN et admet ne pas avoir eu à se plaindre de l'Élysée: "*On ne peut pas dire que Mitterrand ait été pour nous un président persécuteur. Il y a des gens autour de lui et au PS qui s'effraient en me voyant. D'autres disent "On ne va pas le lopper, celui-là", et, au lendemain du 10 mai 1981, j'ai eu droit à une vérification fiscale*"^{xx}!

François Mitterrand a du phénomène Le Pen une vision bien particulière. Le président de la République ne perçoit pas le leader du Front national comme un véritable danger, mais simplement comme un instrument tactique. Lorsque, au cœur de l'hiver 1984, le porte-parole du gouvernement vient à s'inquiéter de la médiatisation croissante de Jean-Marie Le Pen et demande au chef de l'État de freiner cette dérive, il s'entend répondre: "*Ne vous en faites pas, Le Pen, je le connais, c'est rien, c'est un notable!*" En privé, François Mitterrand s'emploie à banaliser le FN: "*C'est une force comme les autres. Il ne faut pas avoir peur du Front national*", s'est vu un jour rétorquer un Claude Cheysson^{xxi} 26 inquiet. A l'historien Benjamin Stora, qui exposait ses craintes de voir durer le phénomène Le Pen, le président a répondu sèchement: "*L'extrême droite, c'est la droite*"^{xxii}.

La stratégie du "coup de pouce" n'est pas niée par l'extrême droite. Alexis Arette-Landresse, conseiller régional d'Aquitaine, démissionnaire du Front national en 1993, resté proche de son président, explique: "*Le Pen a considéré que ce serait un mur sur lequel il pourrait rebondir. En fait, il y a eu une instrumentalisation mutuelle. Jean-Marie l'a reconnu. Je lui en ai parlé un jour en tête à tête. Ça ne l'a jamais trompé. Il m'a répondu, un peu à la manière de Mitterrand d'ailleurs: "C'est l'Histoire qui voulait ça"*"^{xxiii}.

La proportionnelle intégrale, instaurée pour les élections législatives de 1986, offre au Front national un groupe parlementaire et l'installe dans la durée. Pour Pascal Perrineau^{xxiv}, le changement de mode de scrutin s'inscrit dans la stratégie du président.

"Avec ces élections, on voit bien la gestion du phénomène Le Pen. On attend 1985, après les cantonales, pour donner un débouché politique au Front. C'est, à ce moment-là, l'utilisation du scrutin proportionnel.

- Cela faisait partie des 110 propositions du candidat Mitterrand en 1981^{xxv}...

- Oui, mais pourquoi attend-il 1985 pour le mettre en oeuvre? Et pourquoi cet intégrisme dans le choix d'une proportionnelle intégrale?"

A la même époque, la stratégie présidentielle poursuit un deuxième objectif, complémentaire du premier: après s'être employé à diviser la droite, il s'agit de ressouder un électorat de gauche en déshérence, en favorisant l'émergence d'un pôle antiraciste. L'opération SOS-Racisme commence. Son symbole, la petite main frappée du slogan: " *Touche pas à mon pote!*"

" *Tout est parti du petit groupe Filoche^{xxvi}, tenu par Julien Dray, Didier François, alias "Rocky"^{xxvii}, et Harlem Désir, explique Benjamin Stora. Ils avaient été très marqués par la Marche des Beurs^{xxviii} et se disaient qu'il fallait faire quelque chose. Tous décident d'en parler à leur camarade Jean-Loup Salzmans, dont le père est en poste à l'Élysée^{xxix}. Salzmans en parle au président, qui passe le bébé à Bianco. Et l'affaire est lancée^{xxx}. "*

Désormais, tout est piloté de l'Élysée. Jean-Louis Bianco, alors secrétaire général de la présidence de la République, témoigne sans retenue

" *Mon premier contact, c'est Jean-Loup Salzmans. Il m'a dit: "J'ai des amis qui voudraient lancer un mouvement et j'ai même un type pour le diriger, il s'appelle Harlem Désir... Je te jure, c'est son vrai nom!" Je rencontre donc pour la première fois Julien Dray, Rocky, Harlem Désir. On les met en contact avec Pilhan^{xxxi} pour la communication. On consulte aussi Marti^{xxxii}.*

- *Pourquoi faire appel à des hommes de marketing?*

- *Parce que c'est la plongée dans les sondages. C'est 83-84, les années noires pour le PS. Mitterrand voit à ce moment-là plein de gens, il commence à les écouter et il donne son feu vert... Pilhan les guide, leur dit: "C'est bon, c'est pas bon!" Sauf pour l'emblème, la petite main, ça, c'est Rocky^{xxxiii}. Vous savez, tous les gens qui sont sortis de ces années-là sont des créations de François Mitterrand: Élisabeth Guigou, même "Juju"^{xxxiv} et Harlem, bien sûr...*

- *Et votre rôle concret dans le lancement de SOS ?*

- *Moi, j'essaie de les aider à trouver des financements des ministères^{xxxv}. "*

Le ministère de la Culture répond à l'appel avec empressement. Ministre des " fêtes " et des " coups " tous azimuts, Jack Lang ne peut pas manquer une si belle occasion. Tout l'art consiste alors à récupérer le phénomène en se présentant comme l'un de ses inspirateurs: " *J'ai participé à la Marche des Beurs en 1983. Plus tard, je réfléchissais à organiser moi-même ou à faire organiser un grand rassemblement. Je les ai vus, je leur ai donné un coup de main. Mais l'idée de la Concorde, c'était moi. J'ai bien versé de l'argent, c'était proprio motu et pas sur ordre. D'ailleurs, au début, je n'ai pas compris quels étaient les fils qui allaient de ce groupe à l'Élysée^{xxxvi}. "*

A ce financement public s'ajoute la manne des fonds dispensés par des industriels proches de François Mitterrand, comme Jean Riboud, PDG de Schlumberger, les frères Seydoux, des Chargeurs réunis, et Pierre Bergé, PDG de la société Yves Saint Laurent.

Le cofondateur de SOS-Racisme, Julien Dray, devenu député socialiste de l'Essonne, conteste tout " calcul machiavélique " de l'Élysée à l'époque et affirme même qu'en 1983-1984 " *Le PS voit SOS comme une divine surprise car il ne sait pas répondre au FN^{xxxvii}. "*

Quel usage politique François Mitterrand peut-il faire de l'instrument SOS-Racisme? Pascal Perrineau livre l'analyse suivante: " *On se redonne du contenu avec SOS-Racisme. Il y a la solution cynique qui consiste à utiliser le Front national pour diviser la droite et en même temps cela permet de ressaisir les socialistes et les déçus du socialisme en leur redonnant une identité et des valeurs. On se retrouve grâce à un diable xénophobe. François Mitterrand, pour sa part, a toujours privilégié une lecture cynique du Front national^{xxxviii}. "*

ⁱ Entretien avec les auteurs, 1er juin 1994.

ⁱⁱ Sur ces relations estudiantines, voir Gilles Bresson et Christian Lionet, Le Paris, Éd. du Seuil, 1994.

ⁱⁱⁱ Cette scène nous a été restituée par les deux protagonistes (Guy Penne, le 13 mai 1994, et Jean-Marie Le Pen, le 27 mai 1994).

^{iv} Cette scène nous a été racontée par Georges Fillioud le 10 juillet 1990

^v Cette scène est racontée par Annik Beauchamps. Entretien avec les auteurs, 10 septembre 1990.

^{vi} Entretien avec les auteurs, 6 novembre 1992.

^{vii} . Extrait sonore des archives de l'INA.

^{viii} La fête des Bleu-Blanc-Rouge est la fête annuelle du Front national.

^{ix} Entretien avec les auteurs, 20 septembre 1990.

^x Entretien avec les auteurs, 9 octobre 1990.

^{xi} Interview au Monde, 20 juin 1990.

^{xii} Entretien avec les auteurs, 9 octobre 1990.

-
- ^{xiii} Association ayant pour objet de “ lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes ”.
- ^{xiv} Le 10 mai 1990, plusieurs tombes du cimetière de Carpentras sont profanées par des inconnus. L’émotion est grande dans toute la société française.
- ^{xv} Sur RTL.
- ^{xvi} Le Président, Paris, Éd. du Seuil, 1990.
- ^{xvii} Entretien avec les auteurs, 25 avril 1994.
- ^{xviii} Entretien avec les auteurs, 26 mai 1994.
- ^{xix} Entretien avec les auteurs, 8 mars 1994.
- ^{xx} Entretien avec les auteurs, 1-juin 1994.
- ^{xxi} Entretien avec les auteurs, 11 février 1994.
- ^{xxii} Propos rapportés par Benjamin Stora. Entretien avec les auteurs, 22 février 1994.
- ^{xxiii} Entretien avec les auteurs, 28 octobre 1993.
- ^{xxiv} Directeur du Centre d’études de la vie politique française (CEVIPOF), à l’Institut d’études politiques de Paris, Pascal Perrineau est l’auteur du Front national à découvert, en collaboration avec Nonna Mayer, aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- ^{xxv} La proposition n° 47 prévoyait: “ La représentation proportionnelle sera instituée pour les élections à l’Assemblée nationale, aux assemblées régionales, aux conseils municipaux pour les communes de 9 000 habitants et plus. Chaque liste comprendra au moins 30 % de femmes. ”
- ^{xxvi} Gérard Filoche, leader de la Ligue communiste révolutionnaire, est à l’époque le mentor de Julien Dray, Didier François et Harlem Désir.
- ^{xxvii} Didier François est aujourd’hui grand reporter à Libération.
- ^{xxviii} Entre octobre et décembre 1983, à la suite de crimes racistes dans le quartier des Minguettes à Vaux-en-Velin (banlieue est de Lyon), est organisée, de Marseille à Paris une grande marche “ pour l’égalité et contre le racisme ”. Plus de 100000 personnes sont à l’arrivée dans la capitale.
- ^{xxix} Charles Salzmann est chargé à cette époque des sondages et statistiques au cabinet de François Mitterrand.
- ^{xxx} Entretien avec les auteurs, 22 février 1994.
- ^{xxxi} Ex-directeur de stratégie à l’agence RSCG (cofondée par Jacques Séguéla), Jacques Pilhan est, avec Gérard Colé, à partir de l’été 1984, le conseiller en image du président de la République.
- ^{xxxii} Claude Marti conseille divers hommes politiques, dont Michel Rocard, pour leur stratégie de communication.
- ^{xxxiii} L’agence de Jacques Pilhan, Temps public, réalise le projet de la petite main.
- ^{xxxiv} Surnom affectueux de Julien Dray.
- ^{xxxv} Entretien avec les auteurs, 14 avril 1994.
- ^{xxxvi} Entretien avec les auteurs, 20 avril 1994.
- ^{xxxvii} Entretien avec les auteurs, 9 février 1994.
- ^{xxxviii} Entretien avec les auteurs, 17 mars 1994.